

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1975-1976

22 OCTOBRE 1975

Projets de loi

1° contenant le budget des Services du Premier Ministre de l'année budgétaire 1976.

2° ajustant le budget des Services du Premier Ministre de l'année budgétaire 1975.

Crédits Premier Ministre.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES
PAR M. WALTNIEL.

Les dépenses courantes du présent budget sont estimées à 1 473,6 millions de francs pour l'année budgétaire 1976, contre 1 349 915 000 francs pour 1975, ce qui représente une augmentation de 9,15 p.c.

Les dépenses de capital passent de 875,8 millions en 1975 à 1 255,9 millions en 1976.

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. Vierick, président; Aerts, André, De Clercq, Duicq, Fallon, Février, Guillaume, Hendrickx, Hougardy, Keuleers, Lagae, Lagneau, Paque, Sweert, Thomas, Van der Elst, Van Rompaey, van Waterschoot, Wiard et Waltniel, rapporteur.

1° R. A 10251

Voir :

Document du Sénat :

5-V + ann. (1975-1976) : N° 1 : Projet de loi.

2° R. A 10252

Voir :

Document du Sénat :

6-V + err. (1975-1976) : N° 1 : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1975-1976

22 OKTOBER 1975

Ontwerpen van wet

1° houdende de begroting van de Diensten van de Eerste Minister voor het begrotingsjaar 1976.

2° houdende aanpassing van de begroting van de Diensten van de Eerste Minister voor het begrotingsjaar 1975.

Kredieten Eerste Minister.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
FINANCIEN UITGEBRACHT
DOOR DE HEER WALTNIEL.

Voor het begrotingsjaar 1976 worden de lopende uitgaven op deze begroting geraamd op 1 473,6 miljoen frank, tegen 1 349 915 000 frank voor het begrotingsjaar 1975, hetzij een stijging van 9,15 pct.

De kapitaaluitgaven stijgen van 875,8 miljoen in 1975 tot 1 255,9 miljoen in 1976.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Vierick, voorzitter; Aerts, André, De Clercq, Duicq, Fallon, Février, Guillaume, Hendrickx, Hougardy, Keuleers, Lagae, Lagneau, Paque, Sweert, Thomas, Van der Elst, Van Rompaey, van Waterschoot, Wiard en Waltniel, verslaggever.

1° R. A 10251

Zie :

Godr. St. van de Senaat :

5-V + bijlagen (1975-1976) : N° 1 : Ontwerp van wet.

2° R. A 10252

Zie :

Godr. St. van de Senaat :

6-V + err. (1975-1976) : N° 1 : Ontwerp van wet.

Pour l'année budgétaire 1975, les dépenses courantes ont nécessité l'engagement d'un crédit supplémentaire global de 112,69 millions, ce montant étant la résultante de 160 millions de crédits supplémentaires, 60,7 millions de réductions de crédits et 12,554 millions de crédits supplémentaires pour les années antérieures.

La Commission des Finances n'est chargée d'examiner que les crédits spécifiquement destinés aux Services du Premier Ministre. Ceux qui concernent les Secrétariats d'Etat dépendant du Premier Ministre, à savoir la Fonction publique, l'Environnement, la Réforme des Institutions, le Budget et la Politique scientifique doivent être discutés par les Commissions compétentes.

Dans son exposé relatif au fonctionnement de son département, le Premier Ministre a essentiellement traité quatre points, dont les trois premiers ont également fait l'objet d'un débat l'année dernière :

1. le problème des marchés publics;
2. la responsabilité ministérielle;
3. l'aide à la presse;
4. la fondation royale dans le cadre de la célébration du 25^e anniversaire de l'accession au trône de Sa Majesté le Roi Baudouin.

I. Le problème des marchés publics

Le Gouvernement attache une grande importance à la solution définitive de la question des marchés publics (terme auquel il convient de donner une acception plus large qu'à l'expression « adjudications publiques »). Il s'agit en l'espèce non seulement des commandes des administrations centrales mais aussi de celles qui sont passées au niveau provincial, communal, etc.

Deux groupes de travail ont été créés afin d'étudier ce problème :

- l'un, composé de juristes, avait pour mission d'analyser les aspects juridiques en collaboration avec le Comité supérieur de Contrôle;
- l'autre, composé de hauts fonctionnaires et de collaborateurs des Ministres, était surtout chargé d'examiner les aspects pratiques du problème en partant des expériences acquises.

Les deux groupes de travail ne sont pas toujours arrivés aux mêmes conclusions. Le Gouvernement a, sur la base de ces conclusions, élaboré un projet, dont il a soumis le texte à la Commission des adjudications publiques et au Conseil d'Etat pour le déposer ensuite au Parlement. Il souhaite que la Commission des Finances consacre toute l'attention requise à ce problème, étant donné son importance pour le bon fonctionnement de notre régime démocratique. Il espère que son impact psychologique dissipera la méfiance qui règne actuellement dans l'opinion publique à

Voor het begrotingsjaar 1975 wordt op de lopende uitgaven een globaal bijkrediet van 112,69 miljoen vastgelegd, als resultante van 160 miljoen supplementaire kredieten, 60,7 miljoen kredietverminderingen en 12,554 miljoen bijkredieten voor vroegere jaren.

De Commissie voor de Financiën heeft zich enkel in te laten met de kredieten specifiek bestemd voor de Diensten van de Eerste Minister. Die bestemd voor de Staatssecretariaten afhankelijk van de Eerste Minister, namelijk Openbaar Ambt, Leefmilieu, Hervorming der Instellingen, Begroting en Wetenschapsbeleid, dienen te worden besproken in de terzake bevoegde Commissies.

In zijn toelichting betreffende de werking van zijn departement behandelde de Eerste Minister hoofdzakelijk vier punten, waarvan de eerste drie ook vorig jaar reeds het voorwerp hebben uitgemaakt van een bespreking, te weten :

1. het probleem der overheidsbestellingen;
2. de verantwoordelijkheid der Ministers;
3. de hulp aan de pers;
4. de koninklijke stichting in verband met de viering van de 25^e verjaardag van de troonsbestijging van Zijne Majesteit Koning Boudewijn.

I. Het probleem van de overheidsbestellingen

De Regering hecht groot belang aan de definitieve oplossing der overheidsbestellingen (uitdrukking die ruimer dient opgevat dan de uitdrukking aanbestedingen van de overheid). Het geldt hier niet enkel de bestellingen van de centrale besturen, doch eveneens die op het vlak der provincies, gemeenten, enz.

Twee werkgroepen werden opgericht om dit probleem te onderzoeken :

- een bestaande uit juristen, die in samenwerking met het Hoog Comité van Toezicht de juridische aspecten moest analyseren;
- een tweede samengesteld uit hoge ambtenaren en medewerkers van de Ministers, die op grond van de opgedane ervaringen het probleem vooral in zijn praktische aspecten moest benaderen.

Beide Commissies zijn niet steeds tot dezelfde conclusies gekomen. De Regering heeft een ontwerp op basis van deze conclusies klaar gemaakt, en deze tekst voorgelegd aan de Commissie voor Aanbestedingen, aan de Raad van State om daarna aan het Parlement te worden voorgelegd. Zij wenst dat de Commissie voor de Financiën aan dit probleem de vereiste aandacht zou besteden, gezien het belang ervan voor de goede werking van ons democratisch bestel. Zij hoopt dat de psychologische weerslag ervan het wantrouwen zal wegnemen dat thans heerst in de openbare mening ten

l'égard des marchés publics. Le projet vise à fixer les normes à observer pour les diverses formules, c'est-à-dire l'adjudication classique, l'adjudication restreinte et le marché de gré à gré.

Un commissaire se réjouit du fait que la question des marchés publics sera résolue d'une manière globale. D'autre part, il souligne les inconvénients de la centralisation à la Régie des Bâtiments, qui dépend du Ministre des Travaux publics, de tout ce qui concerne les bâtiments publics. Il serait souvent plus logique et plus efficace de confier le règlement de ces problèmes au service public qui doit occuper les immeubles, lequel est généralement mieux informé des nécessités et peut agir plus rapidement. Il se réfère à cet égard à certaines situations dans les prisons.

II. Le problème de la responsabilité ministérielle

Il s'agit là d'un problème délicat aux aspects complexes. La Constitution de 1831 prévoit qu'il sera réglé par une loi, mais celle-ci n'a jamais vu le jour.

En somme, cette responsabilité peut être pénale, civile ou politique. Si, de nos jours, la responsabilité pénale et civile ne pose plus de problèmes, la question cruciale est celle de la responsabilité politique, c'est-à-dire des actes accomplis par un Ministre *en sa qualité* de Ministre. Il s'agit là d'un problème très controversé.

Les avis du Conseil d'Etat, du Procureur général près de la Cour de Cassation et du Comité supérieur de contrôle semblent manifester deux tendances divergentes, l'une affirmant qu'une telle responsabilité existe effectivement, l'autre étant négative à cet égard, vu l'absence de tout code et la difficulté de définir le délit politique.

Le Gouvernement a déposé au Parlement un projet réglant la matière. Il demande que ce projet soit examiné dans un esprit d'objectivité et de compréhension. Il aimerait que les esprits constructifs de tous les partis lui disent comment ils estiment que les actes d'un membre du gouvernement peuvent être jugés. Il souhaite que le Parlement se prononce à ce sujet.

Un commissaire fait observer qu'une très grande circonspection s'imposera en l'occurrence. Nous ne saurions admettre qu'un Ministre soit poursuivi pour des faits qu'il ignore le droit pénal.

Le Premier Ministre répond que la question a été posée à des juristes de métier et qu'aucun n'a pu donner une réponse définitive. Il faudrait commencer par une énumération des actes répréhensibles accomplis par un Ministre agissant en cette qualité. Cependant, certains pourront toujours n'avoir pas été prévus. L'on a tenté de donner une définition générale comme celle-ci : actes répréhensibles commis par un Ministre dans le but de nuire. D'autres

opzichte van de overheidsbestellingen. Het ontwerp beoogt de normen vast te leggen welke dienen te worden geëerbiedigd voor de diverse formules, met name de klassieke aanbesteding, de beperkte aanbesteding en de onderhandse bestelling.

Een lid van de Commissie verheugt er zich over dat het probleem der overheidsbestellingen globaal wordt opgelost. Hij wijst tevens op de ongemakken verbonden aan de centralisatie bij de Regie der Gebouwen, afhankelijk van het Ministerie van Openbare Werken, van alles wat verband houdt met de overheidsgebouwen. Dikwijls ware het logischer en efficiënter deze problemen te laten behandelen door de overheidsdienst die deze gebouwen dient te gebruiken en die doorgaans beter op de hoogte is van de noodwendigheden en vlugger kan optreden. Hij verwijst terzake naar bepaalde toestanden in de gevangenissen.

II. Het probleem van de verantwoordelijkheid der Ministers

Het betreft hier een delicaat probleem met ingewikkelde facetten. De Grondwet van 1831 zegt dat een wet dit probleem zal regelen, doch deze is er nooit gekomen.

In de grond kan deze verantwoordelijkheid een strafrechtelijke zijn, een burgerlijke en of een politieke. Waar de strafrechtelijke en burgerlijke verantwoordelijkheid voor het ogenblik geen probleem meer stelt, ligt het knelpunt echter bij de politieke verantwoordelijkheid, voor de daden gesteld *als* Minister. Het betreft hier een probleem dat sterk gecontroleerd wordt.

Uit de adviezen van de Raad van State, van de Procureur-Generaal bij het Hof van Cassatie en van het Hoog Comité van Toezicht blijken twee verschillende tendenzen naar voren te komen, namelijk één die beweert dat dergelijke politieke verantwoordelijkheid wel bestaat en een andere die daar negatief tegenover staat, op grond van het ontbreken van enige code en van de moeilijkheid te bepalen wat een politiek delict is.

De Regering heeft terzake bij het Parlement een project neergelegd. Zij vraagt dat dit ontwerp zou behandeld worden in een geest van objectiviteit en van begrip. Zij wenst van de constructieve geesten in alle partijen te vernemen hoe de handelingen van een regeringslid kunnen worden beoordeeld. Zij wenst dat het Parlement zich terzake zou uitspreken.

Een lid van de Commissie merkt op dat men terzake zeer voorzichtig zal moeten zijn. Wij mogen niet aanvaarden dat een Minister zou vervolgd worden voor feiten die niet in het strafrecht voorzien zijn.

De Eerste Minister antwoordt dat aan beroepsjuristen het probleem gesteld werd en dat nergens een definitief antwoord werd bekomen. Men zou eerst moeten opsommen welke daden gesteld door een Minister als Minister laakbaar zijn. Steeds kunnen zich echter gevallen voordoen die niet voorzien werden. Men heeft getracht een algemene bepaling te geven als : laakbare daden gesteld door een Minister met de bedoeling te schaden. Anderen beweren dat een Minister

estiment qu'un Ministre doit porter les mêmes responsabilités que les fonctionnaires du rang le plus élevé. D'autres encore rétorquent que ce n'est pas suffisant, puisque le Ministre est le chef de ces mêmes fonctionnaires.

III. Le problème de l'aide à la presse

Le problème n'est pas nouveau et, à plusieurs reprises, il a déjà fait l'objet de discussions approfondies, à l'occasion de l'inscription des crédits ad hoc aux budgets de 1973, 1974 et 1975. Le but visé est de maintenir la diversité de la presse d'opinion, parce que c'est là une des garanties du bon fonctionnement de notre régime démocratique. La presse en général se trouve dans une situation très difficile par suite de la hausse des prix de revient, d'une part, et de la diminution des recettes qu'elle tire de la publicité, d'autre part. L'on s'efforce d'élaborer des formules originales permettent l'octroi justifié de subsides. En outre se pose le problème de la publicité pour les autres médias, en particulier pour la télévision. A quoi il faut ajouter que, pendant un certains temps, les maisons d'édition n'ont pas appliqué la hausse des prix requis aux quotidiens.

A l'article 33.04 du budget figure un crédit de 200 millions de francs pour l'aide directe à la presse d'opinion. Il a également été question d'une aide exceptionnelle. On a l'intention d'accorder à la presse d'opinion des prêts à court terme à taux d'intérêt réduit, pour un montant de 350 millions de francs, par l'intermédiaire du Fonds d'expansion économique et sous forme d'interventions dans les charges d'emprunt des entreprises de journaux. Il faut cependant dire que l'on pourrait recourir à d'autres formules, moins onéreuses et néanmoins efficaces. En outre, il faudra encore examiner le problème des hebdomadaires d'opinion.

Un membre déclare qu'il ne peut marquer son accord sur la procédure prévue pour l'aide exceptionnelle. L'intervention dans les charges d'emprunt ne concerne pas des investissements productifs et est donc contraire à la loi. Nos entreprises de journaux ont d'ailleurs toutes une capacité de surproduction. Ces emprunts ont exclusivement pour but de maintenir ces entreprises en vie et non de financer des investissements. Il faudrait donc qu'une loi spéciale soit votée à cet effet.

IV. La Fondation royale

En vue de la célébration du 25^e anniversaire de l'accession au trône de Sa Majesté le Roi, il a été créé un Comité comprenant entre autres les Gouverneurs des provinces et les Présidents de la Chambre et du Sénat. Pour rehausser l'éclat de cet événement, ce Comité a manifesté sa préférence pour une Fondation royale qui s'attachera à l'amélioration de la qualité de la vie. Cela répond à une préoccupation qui est tout à fait d'actualité.

Une souscription publique sera ouverte à cette fin; le Gouvernement s'est engagé à verser à la Fondation une somme identique à celle qui sera recueillie auprès du public

dezelvde verantwoordelijkheid moet dragen als de hoogste ambtenaren. Voor anderen is zulks terug niet voldoende, vermits de Minister de baas is van diezelvde ambtenaren.

III. Het probleem van de hulp aan de pers

Het probleem is niet nieuw en werd reeds verscheidene malen grondig besproken, ter gelegenheid van het inschrijven van de desbetreffende kredieten op de begrotingen 1973, 1974 en 1975. Men beoogt de diversiteit in de opiniepers in leven te houden als één der waarborgen voor de werking van ons democratisch bestel. De pers in het algemeen heeft het zeer moeilijk ingevolge de stijgende kostprijzen enerzijds en door de verminderde inkomsten uit de publiciteit anderzijds. Men tracht tot originele formules te komen met het oog op een verantwoorde toekenning van deze subsidies. Daarbij wordt ook het probleem van de publiciteit voor de andere nieuwsmidia, en bijzonder voor wat de televisie betreft, gesteld. Daarbij dient te worden vermeld dat de uitgeverijen gedurende een bepaalde tijd niet de vereiste prijsstijging voor de dagbladen hebben toegepast.

Op artikel 33.04 is in de begroting een krediet van 200 miljoen frank uitgetrokken als rechtstreekse hulp aan de opiniepers. Er is ook gesproken over een buitengewone hulp aan de opiniepers. Men heeft het inzicht hieraan 350 miljoen kortlopende leningen aan intrestvoet te besteden via het Fonds voor Economische Expansie, onder de vorm van tussenkomsten in de leningslasten der dagbladondernemingen. Het dient echter gezegd dat andere formules mogelijk zijn die niet zoveel zouden kosten en toch effectief zijn. Daarbij zal ook het probleem der opinieweekbladen ter sprake dienen te komen.

Een lid van de Commissie kan zich met de procedure voor de buitengewone hulp niet akkoord verklaren. De tussenkomst in de leningslast betreft geen productieve investeringen en is dus in tegenstrijd met de wet. Onze dagbladondernemingen hebben trouwens allen een overproductiecapaciteit. In plaats van de financiering van investeringen zijn deze leningen uitsluitend bedoeld om deze ondernemingen in leven te houden. Hiervoor zou dus een speciale wet dienen te worden gestemd.

IV. De Koninklijke Stichting

Met het oog op de viering van de 25^e verjaring van de troonsbestijging van Zijne Majesteit de Koning, werd een Comité gevormd, dat onder meer de Provinciegeoverneurs en de Voorzitters van Kamer en Senaat omvat. Dit Comité heeft er de voorkeur aan gegeven deze gebeurtenis op te luisteren door het oprichten van een Koninklijke Stichting met het oog op de verbetering van de kwaliteit van het leven. Dit betreft een zeer actueel probleem.

Te dien einde zal een openbare inschrijving worden gehouden; de Regering heeft zich verbonden aan deze Stichting evenveel te storten als het publiek (hierin niet begrepen

(non comprises les participations des organismes paraétatiques). Un crédit de 100 millions est prévu à cet effet à l'article 52.01.

**

A l'issue de cet exposé et après avoir entendu les réponses données, divers commissaires ont posé au Premier Ministre un certain nombre de questions au sujet de problèmes concernant son département.

a) Octroi d'une pension à la veuve d'un ancien Ministre.

Un membre regrette qu'une question aussi délicate doive être examinée en séance publique de la Chambre et du Sénat.

Le Premier Ministre partage cette opinion mais déclare que l'on n'a pas encore trouvé jusqu'ici la formule qui convient. Les Ministres à la Réforme des Institutions ont été chargés d'étudier le problème.

b) Inbel.

Un crédit de 34 millions a été inscrit à l'article 41.01. Le Parlement ne pourrait-il être mieux informé du fonctionnement de cet Institut ? Quel usage fera-t-on de ces sommes ?

Le Premier Ministre répond en donnant un aperçu des difficultés qui se sont produites au niveau de la direction générale par suite de mises à la retraite et de décès. Le Conseil d'administration a été invité à faire des propositions. Certains projets de réorganisation ont été élaborés. Il est de fait qu'Inbel est trop peu connu. Le Premier Ministre tient à souligner qu'Inbel ne fait partie d'aucun ministère et n'est pas un instrument de propagande.

Le préopinant aimerait voir annexer au rapport une note concernant l'organisation et le fonctionnement d'Inbel.

c) Le projet de loi relatif à la protection de la vie privée.

Ce projet de loi a déjà été examiné par le Gouvernement. Il présente toutefois des aspects difficiles. Le Ministre de la Justice présentera tout prochainement un projet définitif, qui devra notamment tenir compte des progrès technologiques et des nouvelles possibilités d'intervention ainsi créées.

d) Ombudsman.

Le Premier Ministre répond à un commissaire qu'aucun crédit n'a été prévu au budget de 1976 pour le fonctionnement d'une telle institution.

e) Dépenses de cabinet.

Un membre signale que le personnel de cabinet peut comprendre aussi bien du personnel détaché par l'administration que des agents de services paraétatiques ou des personnes venant du secteur privé. La charge de la rémuné-

de bijdragen van de parastatale instellingen). Op artikel 52.01 wordt hiervoor een krediet voorzien van 100 miljoen.

**

Na deze uiteenzetting en de antwoorden worden door diverse leden vragen gesteld aan de Eerste Minister in verband met enkele problemen betreffende zijn departement.

a) Toekenning van een pensioen aan de weduwe van een gewezen Minister.

Een lid betreurt dat dergelijk delicaat probleem in de openbare vergaderingen van Kamer en Senaat moet worden behandeld.

De Eerste Minister beaamt deze mening, doch verklaart dat tot dusver de goede formule nog niet werd gevonden. De Ministers voor de Hervorming der Instellingen werden gelast het probleem te onderzoeken.

b) Inbel.

Op artikel 41.01 werd een krediet van 34 miljoen uitgetrokken. Is het niet mogelijk dat het Parlement beter ingelicht worde over de werking van deze Dienst ? Wat gebeurt er met deze sommen ?

De Eerste Minister geeft een overzicht van de moeilijkheden die zich hebben voorgedaan op het niveau van het Directoraat-Generaal ingevolge pensionering en overlijden. Aan de Raad van Beheer werden voorstellen gevraagd. Bepaalde voorstellen voor reorganisatie werden uitgewerkt. Het is een feit dat Inbel te weinig gekend is. De Eerste Minister legt er de nadruk op dat Inbel geen deel van een ministerie of een propagandaïnstument is.

Het lid wenst dat in bijlage bij het verslag een nota zou worden gevoegd inzake de organisatie en de werking van Inbel.

c) Het ontwerp van wet inzake de privacy.

Dit ontwerp van wet is reeds in de Regering behandeld. Het vertoont echter moeilijke aspecten. De Minister van Justitie zal eerstdaags met een definitief ontwerp voor de dag komen. Het dient onder meer rekening te houden met de vooruitgang op het stuk van de technologie en met de nieuwe interventiemogelijkheden die aldus worden geschapen.

d) Ombudsman.

De Eerste Minister antwoordt aan een lid dat op de begroting 1976 geen krediet voorzien werd voor de werking van dergelijke instelling.

e) Kabinetsuitgaven.

Een lid merkt op dat het kabinetspersoneel kan omvatten : ofwel personeel gedetacheerd door de administratie, ofwel agenten van parastatale diensten ofwel personen komend uit de privé-sector. De vergoedingslast van het personeel zal

ration du personnel différera donc selon la provenance de ce personnel. Les sommes prévues au budget ne permettent pas de se faire une idée de la composition du personnel de cabinet du Premier Ministre ou d'autres départements. Ne serait-il pas souhaitable de faire figurer au budget les sommes effectivement payées, quelle que soit l'instance qui les verse ?

Le Premier Ministre répond qu'en cette matière il laisse à chaque Ministre le soin d'apporter lui-même une réponse. Les directives nécessaires ont déjà été données précédemment en ce qui concerne la composition des cabinets ministériels.

f) L'indexation des traitements.

Les traitements sont prévus à l'index 154,6. Normalement, celui-ci sera déjà atteint au début de l'année prochaine. Un crédit provisionnel de 13,6 milliards a été inscrit au budget du ministère des Finances.

g) Le problème du congé politique.

Où en est cette question, qui est d'ailleurs évoquée dans la déclaration gouvernementale ?

Le Premier Ministre répond que les Ministres à la Réforme des Institutions ont été chargés d'étudier le problème. Cependant, aucun texte n'a encore été mis au point jusqu'ici.

Votes

Les deux projets de loi ont été adoptés par 10 voix contre 4.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 15 membres présents.

Le Rapporteur,
L. WALTNIEL.

Le Président,
A. VLERICK.

dus verschillen naargelang de herkomst van de personeelsleden. De op de begroting ingeschreven bedragen laten niet toe te oordelen over de personeelsbezetting van dit of andere kabinetten. Ware het niet wenselijk op de begroting de werkelijk uitgekeerde bedragen te vermelden, ongeacht de instantie welke ze uitkeert ?

De Eerste Minister antwoordt dat hij terzake het antwoord aan iedere Minister zelf overlaat. Inzake samenstelling van de ministeriële kabinetten werden vroeger reeds de nodige richtlijnen verschaft.

f) De indexering van de weddelasten.

De wedden worden voorzien aan index 154,6. Deze zal normalerwijze reeds begin volgend jaar worden bereikt. Op de begroting van het ministerie van Financiën werd een provisioneel krediet van 13,6 miljard ingeschreven.

g) Het probleem van het politiek verlof.

Hoever is het gesteld met dit probleem dat trouwens vermeld wordt in de regeringsverklaring ?

De Eerste Minister antwoordt dat de Ministers voor de Hervorming van de Instellingen gelast werden met het onderzoek van dit vraagstuk. Een tekst is echter nog niet klaar gekomen.

Stemmingen

Beide ontwerpen van wet worden aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

Dit verslag wordt goedgekeurd bij eenparigheid van de 15 aanwezige leden.

De Verslaggever,
L. WALTNIEL.

De Voorzitter,
A. VLERICK.

ANNEXE

Note relative à l'Institut belge d'information
et de documentation (INBEL)*Dénomination*

Un arrêté royal du 12 février 1962 reconnaît à l'Institut Belge d'Information et de Documentation la qualité d'établissement d'utilité publique.

Il en approuve les statuts et en définit l'objet.

Objet

La mission de l'Institut est double :

A. Utiliser toutes les techniques de l'information pour mieux faire connaître la Belgique à l'étranger et apporter son concours à toute personne physique ou morale qui poursuit un objectif identique.

B. A l'intérieur du pays : réunir une documentation aussi complète que possible sur le patrimoine, les activités et les réalisations nationales; appuyer ou coordonner les initiatives inspirées par la promotion du prestige national. Faciliter, par son concours technique, le dialogue entre les pouvoirs publics et les instances officielles d'une part, et le public d'autre part. Autrement dit, rendre plus aisés les rapports entre l'Etat et les citoyens.

Organigramme

Le Conseil d'administration est composé de vingt-six membres, soit un président désigné par le Premier Ministre, neuf membres représentant les services du Premier Ministre et du Vice-Premier Ministre et sept ministères, cinq membres représentant des organismes paraétatiques, onze membres désignés par le Premier Ministre parmi les personnalités de l'information écrite, parlée et télévisée, de l'édition, des milieux économiques et syndicaux ainsi que du monde politique.

Un Bureau constitué au sein du Conseil d'administration assure le contrôle de la gestion quotidienne de l'Institut qui est confiée à la Direction générale.

La Direction générale assume la responsabilité du bon fonctionnement de l'Institut belge.

Elle supervise et coordonne l'activité des échelons de conception et d'exécution qui sont au nombre de quatre :

— la Division *Etranger* a la charge de toutes les interventions de l'Institut orientées vers l'extérieur du pays;

— la Division *Intérieur* exerce ses activités plus particulièrement à l'intérieur du pays;

— la Division *Documentation* joue le rôle d'un service d'intendance auprès duquel viennent s'approvisionner les

BIJLAGE

Nota betreffende het Belgisch Instituut voor Voorlichting
en Documentatie (INBEL)*Benaming*

Bij koninklijk besluit van 12 februari 1962 werd het Belgisch Instituut voor Voorlichting en Documentatie als instelling van openbaar nut erkend.

Bedoeld besluit keurt de statuten van het Instituut goed en bepaalt ook zijn opdracht.

Doel

De opdracht van het Instituut is dubbel :

A. Alle voorlichtingstechnieken aanwenden om België beter bekend te maken in het buitenland en mede te werken met alle natuurlijke of morele personen die een gelijkaardig doel nastreven.

B. In het binnenland : een zo volledig mogelijke documentatie aanleggen over 's lands patrimonium en over nationale activiteiten en realisaties; initiatieven die de bevordering van het nationale prestige beogen steunen en coördineren. Door zijn technische medewerking de dialoog tussen de overheid en de overheidsdiensten enerzijds, en het publiek anderzijds, vergemakkelijken. Met andere woorden, de betrekkingen tussen het Rijk en de burger bevorderen.

Organisatieschema

De Raad van Beheer is samengesteld uit zesentwintig leden : één Voorzitter, aangewezen door de Eerste Minister, negen leden die de diensten van de Eerste Minister, van de Vice-Eerste Minister en van zeven ministeries vertegenwoordigen, vijf afgevaardigden van de zogenaamde parastatale instellingen, elf leden die door de Eerste Minister aangewezen worden onder de vooraanstaande figuren uit de wereld van pers, radio en televisie, van de uitgeverij en van de economische, de syndicale en de politieke kringen.

Een « Bureau » bestaande uit leden van de Raad van Beheer oefent toezicht uit op het dagelijks bestuur van het Instituut dat door de Algemene Directie verzekerd wordt.

De Algemene Directie staat in voor de goede werking van het Instituut.

Zij controleert en coördineert de activiteit van de vier uitvoeringsdiensten :

— de Afdeling *Buitenland* is belast met alle activiteit van het Instituut die naar het buitenland gericht is;

— de Afdeling *Binnenland* oefent haar activiteit uit in het binnenland;

— de Afdeling *Documentatie* voorziet de afdelingen « Buitenland » en « Binnenland » van het nodige materieel.

divisions « Etranger » et « Intérieur ». C'est également la Division « Documentation » qui assure la collecte, la production, la traduction des matériels d'information. Elle établit et tient à jour une documentation de base (écrite, photographique et cinématographique) sur la Belgique. Elle tient en outre à jour des listes d'adresses classées par catégories;

— les *Services administratifs et techniques* comprennent le secrétariat, le bureau du personnel, la comptabilité, l'économie et la mécanographie. Ils comportent également des ateliers et un personnel qualifié capable d'étudier et de réaliser, soit pour l'Institut, soit pour le compte de tiers, des projets d'expositions et de stands depuis la maquette jusqu'au montage.

Il va de soi que les quatre départements d'exécution tels qu'ils sont définis ci-dessus, ne sont pas séparés par des cloisons étanches. Dans la pratique, il est fréquent que deux ou trois départements soient associés à l'étude d'un dossier ou à la réalisation d'un projet.

Ressources

L'essentiel des ressources dont dispose l'Institut pour remplir ses diverses missions est constitué par des subsides de l'Etat.

Ces derniers sont inscrits respectivement au budget des Services du Premier Ministre pour les activités de l'Institut en Belgique et au budget des Affaires étrangères pour les activités extérieures.

Les missions et travaux confiés à l'Institut par les autres départements ministériels sont en principe subsidiés par ceux-ci.

L'Institut peut également, d'après ses statuts, apporter son concours au secteur privé pour toute action d'information à caractère non lucratif et qui relèverait de l'intérêt général.

Recours aux services de l'Institut

Le Premier Ministre peut autoriser un département ministériel à émarger au budget de l'Institut pour une intervention occasionnelle qui n'aurait pu être prévue au budget dudit département. D'une façon générale, l'Institut est habilité à apporter sa collaboration technique aux organismes du secteur public dans les différents domaines qui ressortissent à l'information du public et à la communication sociale.

Rapports avec la presse

L'Institut Belge, depuis sa création en 1962, continue d'entretenir avec la presse des rapports fréquents et de bonne collaboration.

Conformément aux règles déontologiques d'impartialité et de neutralité inscrites dans ses statuts, il s'est montré particulièrement attentif à mériter la confiance et la sympathie

De l'Afdeling Documentatie zorgt voor de inzameling, de productie en de vertaling van het voorlichtingsmateriaal. Zij legt over België een basisdocumentatie aan (geschreven, fotografische en cinematografische documentatie) die dagelijks bijgewerkt wordt. Zij houdt eveneens verzendlijsten bij van personen en instellingen die per categorie gerangschikt zijn;

— de *Administratieve en Technische Diensten* omvatten het secretariaat, het personeelsbureau, de boekhouding, het economaat en de mechanografie. Zij omvatten eveneens een atelier met gespecialiseerd personeel dat, voor het Instituut of voor derden, ontwerpen uitwerkt voor tentoonstellingen of stands en deze ontwerpen ook ten uitvoer kan leggen vanaf de maquette tot de montage.

Het spreekt vanzelf dat de vier uitvoeringsdiensten zoals ze hoger werden bepaald, niet afgezonderd van elkaar werken. In de praktijk gebeurt het dikwijls dat twee of drie diensten betrokken worden bij de studie van éénzelfde dossier of bij de tenuitvoerlegging van een ontwerp.

Middelen

Het belangrijkste deel van de middelen waarover het Instituut beschikt om zijn diverse opdrachten uit te voeren, wordt gevormd door Rijkstoelagen.

Bedoelde toelagen zijn ingeschreven respectievelijk op de begroting van de Diensten van de Eerste Minister voor de activiteit van het Instituut in België, en op de begroting van Buitenlandse Zaken, voor de activiteit in het buitenland.

De opdrachten en werkzaamheden welke door andere ministeriële departementen aan het Instituut worden toevertrouwd, vallen in principe ten laste van de betrokken departementen.

Krachtens zijn statuten mag het Instituut eveneens zijn medewerking verlenen aan de privé-sector voor elke voorlichtingsactie zonder winstbejag die het algemeen belang op het oog heeft.

Beroep op de diensten van het Instituut

De Eerste Minister kan een ministerieel departement toelating verlenen op de begroting van het Instituut een uitzonderlijke uitgave aan te rekenen voor een prestatie die op het budget van het betrokken departement zelf niet ingeschreven kon worden. Over het algemeen is het Instituut ertoe gemachtigd zijn technische medewerking te verlenen inzake voorlichting van het publiek en sociale communicatie, aan alle instellingen van de openbare sector.

Pers

Sedert zijn oprichting in 1962, blijft het Instituut met de pers talrijke en goede betrekkingen onderhouden.

In overeenstemming met de door zijn statuut vastgelegde deontologische regels van onpartijdigheid, heeft het Instituut ernaar gestreefd het vertrouwen en de sympathie van de

des organes de presse en leur apportant en toutes occasions un concours désintéressé et inconditionnel.

Accueil

Les moyens techniques et le personnel qualifié dont dispose l'Institut lui permettent de pratiquer avec un maximum d'efficacité ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui « les relations publiques ». C'est ainsi qu'il reçoit régulièrement des journalistes étrangers, des personnalités, des groupes en voyage d'études auxquels sont dispensés documentation, conférences succinctes d'information générale, projections de films, visites guidées, etc.

Dans le même ordre d'idées, des dossiers contenant une documentation de base sont constitués à l'intention des participants étrangers à des congrès ou à des colloques.

Renseignements

De nombreuses demandes de renseignements individuelles sur les sujets les plus divers parviennent chaque jour à l'Institut.

Celui-ci s'est fait une règle de ne jamais laisser une lettre sans réponse, quelles que soient les recherches, parfois laborieuses, auxquelles donnent lieu les questions posées par de lointains correspondants.

Encore que peu spectaculaire, ce courrier est l'un des aspects les plus attachants — en raison des contacts personnalisés qu'il entraîne — du rôle de l'Institut.

Programmes complets

L'Institut se voit confier régulièrement la réalisation de programmes complets de communication sociale, depuis la conception jusqu'à l'exécution.

Le cas échéant, ces campagnes sont accompagnées de sondages qualitatifs ou quantitatifs, d'études psycho-sociologiques, d'enquêtes de motivation, etc., afin de déterminer dans un souci parallèle d'efficacité et d'économie, les médias les mieux appropriés dans chaque cas à sensibiliser l'opinion.

Coordination

La création de l'Institut belge a facilité les contacts entre les principaux organismes officiels qui sont intéressés par la propagande belge à l'étranger. C'est au siège de l'Institut que se tiennent périodiquement les réunions de la Sous-commission interdépartementale chargée de mettre au point les programmes d'ensemble à moyen et à long terme et de les harmoniser dans le sens d'une plus grande efficacité.

pers te winnen, door laatstgenoemde in alle omstandigheden een belangloze en onvoorwaardelijke medewerking te verlenen.

Onthaal

De technische middelen en het deskundig personeel waarover het Instituut beschikt, maken het mogelijk, met een maximum aan doeltreffendheid, dat wat men heden ten dage de « public relations » noemt, te beoefenen. Zo ontvangt het Instituut geregeld buitenlandse journalisten, prominente figuren, groepen op studiereis; aan allen wordt documentatie verstrekt. Te hunnen behoeve worden ook beknopte voordrachten van algemene voorlichting gehouden, filmvoorstellingen en geleide bezoeken georganiseerd, enz.

In dezelfde geest worden documentatiemappen samengesteld ten behoeve van de buitenlandse deelnemers aan congressen of colloquia.

Inlichtingen

Talrijke individuele verzoeken om inlichtingen over de meest verscheidene onderwerpen komen dagelijks op het Instituut toe.

Geen brief wordt ooit onbeantwoord gelaten, ook al vergen de gestelde vragen soms moeizame en langdurige nasporingen.

Hoewel weinig opzienbarend, is bedoelde briefwisseling een van de meest boeiende aspecten van de opdracht van het Instituut, omdat zulke contacten steeds een persoonlijke toets krijgen.

Volledige programma's

Het Instituut wordt geregeld gelast met volledige programma's van sociale communicatie, vanaf de conceptie tot en met de tenuitvoerlegging ervan.

Desgevallend gaan bedoelde campagnes gepaard met kwalitatief en kwantitatief opinieonderzoek, psycho-sociologische studies, nasporingen naar motiveringen, enz., ten einde op de meest doeltreffende en economisch verantwoorde wijze, de media te bepalen die het best geschikt zijn om de openbare mening gevoelig te maken voor de zaak.

Coördinatie

De oprichting van het Belgisch Instituut heeft de betrekkingen vergemakkelijkt tussen de belangrijkste officiële instellingen die betrokken zijn bij de Belgische propaganda in het buitenland. In de lokalen van het Instituut worden geregeld vergaderingen gehouden van de Interdepartementale Subcommissie die ermede belast is programma's op korte en lange termijn uit te stippelen en ze met elkaar in overeenstemming te brengen om hun doeltreffendheid te verhogen.

Editions

L'Institut possède un choix de brochures, de cartes et de plaquettes d'information générale sur la Belgique.

L'Institut assure la rédaction et la diffusion, en Belgique et à l'étranger, d'un certain nombre de publications périodiques d'information générale ou à caractère documentaire, qui s'efforcent de donner un reflet vivant et exhaustif des aspects les plus marquants de la vie nationale.

Toutes les éditions peuvent être consultées et acquises au comptoir de vente installé dans les locaux de l'Institut.

Documentation audio-visuelle

Photos. — L'Institut belge a entrepris la constitution d'une photothèque systématique qui couvre les multiples aspects de la vie nationale (paysages, sites, monuments, structures économiques, histoire, folklore, personnalités, etc.), dans une optique essentiellement documentaire.

Cette photothèque alimente notamment les postes diplomatiques et les autres représentations belges à l'étranger.

Elle est à la disposition des services publics mais les organismes privés et les particuliers peuvent y avoir accès sous certaines conditions.

Films. — L'Institut belge possède et gère une cinémathèque de base axée sur la vie nationale.

Il apporte son aide à la réalisation et la diffusion de films documentaires sur la Belgique.

Une salle de vision, permettant la projection de films en 16 et 35 mm ainsi qu'en cinémascope, est à la disposition des organismes et des services publics, auprès desquels d'autre part l'Institut est appelé le cas échéant à jouer le rôle de conseiller technique.

Disques. — L'Institut a édité un disque 33 tours intitulé « Panorama sonore de la Belgique » où des airs populaires et des musiques anciennes émaillent un choix typique d'ambiances originales.

Expositions

Grâce à un personnel spécialisé qui dispose d'ateliers et d'équipements ad hoc, l'Institut réalise chaque année, en Belgique et à l'étranger, un certain nombre d'expositions sur des thèmes belges, soit d'initiative, soit à la requête d'organismes officiels.

Il apporte également son concours, au niveau de la conception ou de la réalisation, aux participants belges à de grandes manifestations internationales.

Uitgaven

Het Instituut beschikt over een keuze van brochures, kaarten en folders met algemene voorlichting over België.

Het Instituut staat in voor de redactie en de verspreiding in België en in het buitenland, van een zeker aantal periodieke publicaties van algemene voorlichting of van documentaire aard, die een levendig en volledig beeld willen schetsen van de meest markante facetten van het nationale leven.

Belangstellenden kunnen deze uitgaven raadplegen en kopen bij het verkoopbureau dat in de lokalen van het Instituut ingericht werd.

Audio-visuele documentatie

Foto's. — Het Instituut heeft een fotoarchief aangelegd dat systematisch de talrijke facetten van het nationale leven bestrijkt (landschappen, gebouwen, economische structuur, geschiedenis, folklore, prominente figuren, enz.), dit met hoofdzakelijk documentaire doeleinden.

Het fotoarchief voorziet in de behoeften van de diplomatieke posten en andere Belgische vertegenwoordigers in het buitenland.

Het staat eveneens ter beschikking van de overheidsdiensten, maar ook privé-instellingen of -personen kunnen er onder bepaalde voorwaarden een beroep op doen.

Films. — Het Belgisch Instituut beschikt over een Belgische basisfilmtөөк.

Het verleent zijn medewerking bij de realisatie en de verspreiding van documentaire films over België.

Een projectiezaal waar 16 en 35 mm-films evenals films in cinémascope kunnen vertoond worden, staat ter beschikking van de overheidsdiensten en -instellingen. Het Instituut kan ook desgevallend als technisch raadgever van bedoelde diensten optreden.

Langspeelplaat. — Met dezelfde bedoeling gaf het Instituut een langspeelplaat uit met als titel « Geluidsprofiel van België » die een keuze biedt van originele geluidssekwenties en volksliederen.

Tentoonstellingen

Dank zij een gespecialiseerd personeel dat over de nodige technische uitrusting beschikt, organiseert het Instituut elk jaar in binnen- en buitenland, een reeks tentoonstellingen met België als thema. Dit gebeurt op eigen initiatief of op verzoek van officiële instellingen.

Het Instituut verleent ook zijn medewerking, in het stadium van het ontwerp of van de tenuitvoerlegging, aan Belgische deelnemers aan grote internationale tentoonstellingen.

Stages

Chaque année, à la demande de l'Office de Coopération au Développement, de l'Unesco, de la C.E.E. ou de gouvernements étrangers, l'Institut accueille un contingent de jeunes stagiaires originaires de pays en développement et qui se destinent aux carrières de la communication sociale.

Il organise à leur intention un cours de post-formation s'étendant sur huit mois et entrecoupé de stages pratiques.



L'on trouvera de plus amples renseignements sur le fonctionnement journalier de l'Institut dans ses rapports annuels.

Stages

Elk jaar onthaalt het Instituut, op verzoek van de Dienst voor Ontwikkelingssamenwerking, van de Unesco, de E.E.G. of van buitenlandse regeringen, een aantal jonge stagiairs die herkomstig zijn uit ontwikkelingslanden en een loopbaan in een of andere tak van de sociale communicatie voorbereiden.

Te hunnen behoeve worden vervolmakingscursussen georganiseerd die over acht maanden gespreid zijn en met praktische stages aangevuld worden.



Nadere inlichtingen betreffende de dagelijkse werking van het Instituut vindt men terug in de jaarverslagen van de Instelling.